

**Collège Interarmées de Défense, le 15 Mars 1998**

Mémoire de stratégie du Colonel NJIKAM SALOMON, Camerounais, stagiaire au CID, division B, groupe B5.

**Sujet:**

Georges Clémenceau a dit: « La guerre est une chose trop sérieuse pour être confiée exclusivement aux militaires ». Que faut-il penser de cette affirmation à l'ère nucléaire?

Georges Clemenceau, vétéran de la première guerre mondiale, en affirmant ce propos: « La guerre est une chose trop sérieuse pour être confiée exclusivement aux militaires », posait la problématique de l'implication et de la suprématie des civils dans la conduite d'une guerre classique totale. Avant la révolution française de 1789, la guerre était essentiellement une affaire des généraux et des amiraux. En effet, l'autorité politique fixait le but politique à atteindre et ne s'immisçait pas dans la conduite de la guerre. Cependant après 1789, notamment lors des deux derniers conflits mondiaux, la guerre est devenue une préoccupation de la nation toute entière. Tous les moyens et forces vives du pays sont mobilisés dans l'effort de guerre. Seules les autorités civiles disposaient des leviers permettant la mobilisation générale. De nos jours, dans toutes les démocraties, le chef politique, chef de l'Etat est celui qui définit les politiques nationale et internationale du pays, de ce fait il est le chef des armées. L'assertion de G. Clemenceau se confirme davantage à l'ère nucléaire, car le chef de l'Etat, chef politique est celui qui détient la clé de la bombe atomique et il est le seul habilité à en décider l'usage.

En effet, Georges Clemenceau pose la problématique de la conduite de la guerre. La conduite de la guerre peut-elle ou doit-elle être l'apanage exclusif des militaires en cette fin de siècle dominée encore par la peur de la bombe atomique?

Après quelques rappels historiques par certains théoriciens de la stratégie sur la conduite de la guerre, nous analyserons les rôles des grands chefs militaires et civils pendant la guerre 1914-1918. Cette analyse nous permettra de vérifier la véracité de la maxime de Georges Clemenceau. Enfin, l'analyse de l'ère nucléaire et la gestion des conflits récents pourra nous convaincre ou non sur l'actualité de cette même maxime.

**I - Rappels historiques sur la conduite de la guerre.**

Plusieurs siècles avant la guerre 1914-1918, certains grands théoriciens de la stratégie avaient déjà posé la problématique de la suprématie du civil ou du militaire dans la conduite de la guerre.

Alexandre Le Grand, Jules César, Napoléon ont été à la fois des chefs politiques et militaires; dès lors qu'il y a cumul de ces deux fonctions, le problème de la responsabilité dans l'organisation et dans la conduite de la guerre ne se pose plus. Ces dirigeants étaient à la fois

stratèges et tacticiens. La stratégie définie ici comme science, connaissance, art et pouvoir de disposer des moyens, constituait le fondement de leurs conquêtes.

Déjà, Sun Tzu, penseur chinois, a souligné dans *l'Art de la guerre*, écrit 500 ans avant J.-C. que la guerre est une question d'une importance vitale pour un Etat. Elle exige une étude et une analyse approfondie et aussi un fondement rationnel pour la planification et la conduite des opérations militaires. Le stratège habile doit être capable de soumettre l'armée ennemie sans engagement militaire. La guerre n'est pas synonyme de massacre et de destruction. Prendre tout intact, le plus intact possible est le but de la stratégie. L'armée porte le coup de grâce à un ennemi rendu préalablement vulnérable, d'où l'importance de la propagande et de la désinformation. L'armée victorieuse attaque un ennemi démoralisé et battu d'avance.

Le penseur chinois dans son analyse énumère les différentes façons dont un gouvernement peut provoquer la débâcle militaire en s'immisçant dans la gestion et dans les opérations de l'armée. Il affirme également que le général mandaté pour commander l'armée n'est pas tenu d'obéir aveuglement au souverain, mais doit agir en fonction des exigences des circonstances.

Sun Tzu démontre ainsi l'importance de la guerre pour un Etat, où l'implication des personnalités politiques est plus qu' indispensable. Ceci n'altère pas l'indépendance des forces militaires dans la conduite de leurs actions. L'auteur manifeste sa désapprobation pour les destructions massives qui sont par ailleurs le fondement de la stratégie de la bombe atomique.

Dans les démocraties modernes, les problèmes de la responsabilité, de l'organisation et du contrôle des militaires se posent avec acuité. Edward Mead Eale, dans son ouvrage, *Les maîtres de la stratégie*, étudie la problématique du rôle des autorités civiles et politiques dans la conduite de la guerre 14 - 18 et écrit:

« Dans une démocratie, la responsabilité fondamentale des civils en matière de supervision des affaires militaires, pour certains penseurs américains, ne justifie pas le fait que le principal devoir du gouvernement soit la protection de la nation toute entière. Alors que dans les premiers temps, la conduite de la guerre avait été essentiellement l'affaire des amiraux et des généraux; le problème qui consistait à rassembler toutes les ressources de la nation vers un objectif spécifique était trop vaste pour être résolu par une seule classe de dirigeants. Il devint la responsabilité du peuple entier et du gouvernement. Mais le manque d'intérêt des dirigeants civils pour les affaires militaires, ainsi que la supposition largement répandue que la paix était l'état normal et permanent de la société, empêchèrent les civils de se bien préparer à assumer dans la guerre le rôle toujours plus actif que les progrès techniques et industriels rendaient inévitable. Ainsi en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, il n'existait aucun organisme de préparation et de coordination militaires qui possédât l'expérience historique du grand état-major allemand. »

Ces exemples historiques montrent le désintéressement à un certain degré des autorités civiles dans la conduite de la guerre avant 1914. Avec la grande révolution industrielle du début du siècle et l'utilisation des matériels de guerre de plus en plus sophistiqués, le rôle du civil dans les affaires va être renforcé. La guerre 1914-1918 qui nécessite une mobilisation générale des matériels et des hommes implique davantage l'action du politique.

## II -Rôle des chefs politiques et militaires dans la conduite de la guerre 14-18.

La guerre 14-18, appelée aussi grande guerre, est le premier conflit qui met en oeuvre un nombre impressionnant d'hommes et de matériels sur plusieurs théâtres d'opérations comme jamais auparavant dans l'histoire.

En 1915, le matériel devint le facteur décisif de la guerre; les besoins en équipement et en fournitures militaires que nécessitait la guerre des tranchées dépassaient toutes les

prévisions. Il apparut clairement que les chefs militaires de carrière ne pouvaient organiser et gérer efficacement les ressources nationales dans un tel conflit. Lequel réclamait une coopération conjointe des chefs militaires et civils à un degré jamais atteint auparavant. Le premier conflit mondial se déroulait sur de vastes théâtres, on avait besoin des idées et des énergies des personnes civiles. Au risque de trop simplifier, on peut dire que la première guerre demandait la solution de deux problèmes difficiles: le premier consistait en une préparation efficace à une guerre des matériels; le second en la coordination de l'effort de guerre pour une guerre de coalition moderne. Etant donné leur nature, c'était l'élément civil de l'Etat plutôt que les militaires qui pouvait permettre d'accomplir ces deux tâches avec plus d'efficacité et de rapidité.

La première guerre vit ainsi l'émergence des personnalités civiles non seulement dans la conduite du conflit mais aussi dans la pensée stratégique. Il s'agit pour la Grande-Bretagne de Winston Churchill, pour l'Allemagne de Rathenau et pour la France de Georges Clemenceau. Tous luttèrent pour résoudre les problèmes militaires, industriels et politiques de la guerre de coalition et d'équipement de 14-18.

En effet, Winston Churchill, ministre de la marine, qui n'avait qu'une courte préparation militaire à Sandhurst, correspondant de guerre, historien et politicien, écrivit le 5 septembre 1914 un mémorandum pour Lord Kitchener, dans lequel il préconisait le transfert de deux armées russes d'Arkhangelsk à Ostende pour porter un coup aux communications allemandes. Il prit personnellement part à la défense d'Anvers et recommanda l'adoption d'un programme visant à gagner des alliés dans les Balkans. C'est ainsi qu'un ministre civil entreprenant devint dans un certain sens une sorte de grand chef d'état-major volontaire. Il fut en Grande-Bretagne à l'origine de l'apparition du char sur le champ de bataille. Mais l'échec de l'attaque des Dardanelles le mit en conflit avec l'amiral John Fisher, Premier Lord naval qui démissionna en signe de protestation contre les pertes subies. Tel est l'exemple d'un conflit dans le domaine stratégique opposant un homme politique à un militaire. Mais Churchill résume sa pensée stratégique en ces termes: « La guerre moderne est totale et il est nécessaire pour la conduire que les autorités techniques et militaires soient soutenues et au besoin dirigées par les chefs de gouvernement qui ont une connaissance leur permettant d'apprécier les forces non seulement militaires mais aussi politiques et économiques en jeu et ont le pouvoir de les concentrer toutes vers l'objectif choisi ». Ceci n'est ni plus, ni moins que la définition de la stratégie totale.

Même l'empire germanique s'aperçut qu'elle ne pouvait poursuivre la guerre sans l'aide importante des civils. Des industriels comme Rathenau comprirent que pour gagner la guerre, il fallait assurer un contrôle plus large des ressources humaines et industrielles. Ces leçons tirées de la première guerre inspireront les Allemands à mieux préparer la guerre de 39-45.

En France, le corps législatif exerçait en temps de guerre, un contrôle beaucoup plus étendu qu'en Grande-Bretagne. Les relations entre les civils et les militaires étaient régies par le décret du 28 octobre 1913, lequel stipulait " le gouvernement, qui assure la charge des intérêts vitaux du pays, a seul qualité pour fixer le but de la guerre. Si la lutte s'étend à plusieurs frontières, il désigne l'adversaire principal contre lequel doit être dirigée la plus grande partie des forces nationales; il répartit en conséquence les moyens d'actions et les ressources de toute nature, et les met à l'entière disposition des généraux chargés du commandement en chef sur les divers théâtres d'opérations". Mais dès le début de la guerre, la définition des compétences de l'armée et du gouvernement civil fit l'objet de conflits. L'autorité du ministre de la guerre sur les questions relatives à la mobilisation, au retrait à 10 km derrière la frontière, à la défense de Dijon et de Paris, fut mise en cause. Messimy, alors ministre de la guerre, démissionna le 22 août 1914. Son successeur, Millerand, laissa le maréchal Joffre agir à sa guise, lui donnant parfois un avis mais jamais un ordre. Joffre eut toujours le dessus sur les successeurs de Millerand au ministère de la guerre. Cette situation conflictuelle dans la conduite de la guerre

dura jusqu'à l'échec de l'offensive de Nivelles au printemps de 1917 qui amena des mutineries dans nombre de divisions françaises. Le général Pétain rétablit l'ordre dans l'armée et lui redonna courage alors que Clemenceau, devenu chef du gouvernement, fonction qu'il cumulait avec celle de ministre de la guerre, écrasa le mouvement défaitiste, renforça le front intérieur aux heures les plus sombres de la guerre mais parvint aussi à établir avec le commandement militaire un compromis efficace.

Clemenceau joua un rôle prépondérant dans la formation d'un commandement allié unifié sous la direction du maréchal Foch. Ses capacités à diriger les opérations militaires aussi bien que les affaires civiles firent l'admiration des Britanniques. Mais des points de vue différents sur la stratégie offensive lorsque les opérations tournèrent au désavantage des allemands détériorèrent les bonnes relations entre Foch et lui. Briand, Président de la République, appelé à arbitrer, prit partie pour Foch. Se posa ici encore la problématique de la suprématie civile ou militaire dans la conduite de la guerre.

Un proche collaborateur du général Mordacq, autre vétéran de la première guerre, met à l'actif de Clémenceau d'avoir su : " réorganiser le ministère de la guerre, mis fin à de nombreuses sinécures militaires et commissions inutiles, nommé de nouveaux chefs énergiques, réorganiser sur une base rationnelle, l'Etat-major général, développer de façon considérable l'utilisation du char et des véhicules blindés dans l'armée française, réorganiser et réveiller les hauts commandements français en Italie et à Salonique, et enfin, apporter sa contribution personnelle à l'offensive stratégique du 18 Juillet - 11 Novembre 1918". Par ailleurs G. Clemenceau sera considéré en France comme "l'artisan de la victoire".

La guerre est une question d'une importance vitale pour l'Etat, avons-nous tiré de l'oeuvre de Sun Tzu. Le rôle du politique pendant la guerre de 14-18 et son immixtion dans la conduite de la guerre se sont avérés efficaces dans le cadre de la guerre totale ou stratégie totale. Ce rôle sera accru à la fin de la deuxième guerre mondiale et aussi à l'ère nucléaire.

### III -Ere nucléaire et gestion des conflits récents.

Le monde est depuis plus de cinquante ans entré dans l'ère de l'arme nucléaire, qui s'est avéré être à la fois un facteur de stabilité stratégique et un enjeu du pouvoir.

L'arme nucléaire est une arme de terreur et d'anéantissement. Le Général Lucien Poirier dans son livre *Stratégie théorique II* donne la définition suivante de la bombe atomique: « un mot venu du XVII<sup>ème</sup> siècle qui recouvre commodément, dans notre langage courant et notre imaginaire, une multiplicité d'objets conçus pour traduire en effets de destruction, la formule canonique d'Einstein,  $E = MC^2$ . Ensemble composite et d'une extrême complexité, l'arme nucléaire stricto sensu, ses vecteurs primaires ( bombes, missiles balistiques et de croisière, obus d'artillerie, mines) avec leurs soutiens logistiques ( bases ), les systèmes de commandement, de transmissions, de sécurités, d'alerte, de guidage, et de contrôle, et en amont l'infrastructure de production et d'expérimentation de systèmes d'armes, constituent l'appareil nucléaire . Celui-ci est complété avec l'énergie des armes, avec la portée, la précision et la vulnérabilité des vecteurs, avec la distribution géographique et les contraintes d'emploi de systèmes. »

Le général Poirier, toujours dans son ouvrage, qualifie l'arme nucléaire d'" aberrante puissance de mort", de "mal absolu", et il ajoute: »Arme absolue, elle défie toute parade. Faute de pouvoir trancher leurs litiges par l'épreuve de force directe et totale, les puissances nucléaires sont contraintes de dériver leur agressivité naturelle dans un espace de jeu moins chargé des risques immédiats et d'exploiter toutes les ressources de la stratégie indirecte, non nucléaire, voire non militaire. De là, entre les puissances nucléaires et affectant l'ensemble du système international, un état ambigu de paix et de guerre non déclarées, état hybride de paix-guerre, caractéristique de l'ère nucléaire, fort inconfortable pour les catégories usuelles de la pensée politico-stratégique ».

L'arme nucléaire devient acteur et s'installe dans la pensée politique avec sa dimension de métastratégie c'est à dire le suicide ou la mort à l'échelle des peuples. Avec l'avènement de la bombe atomique, la stratégie militaire ne peut plus servir une fin politique rationnelle car en effet trois réalités l'interdisent:

-Il est impossible d'anéantir les forces nucléaires adverses.

-Une guerre nucléaire limitée peut causer de graves dommages sur les populations, surtout dans les zones urbanisées européennes. Par exemple, les bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki pendant la deuxième guerre mondiale, firent cent mille morts et leurs séquelles se font encore sentir aujourd'hui. L'accident de Tchernobil s'est également soldé par plusieurs morts et les séquelles de contamination sur les populations et la nature sont encore présentes malgré les progrès techniques réalisés dans le domaine de la décontamination.

-Une guerre nucléaire limitée pour les grandes puissances signifierait une guerre totale pour les petits pays.

En définitive, l'arme nucléaire demeure une force de souveraineté et de dissuasion pour les grandes puissances.

Pour la France, c'est une arme destinée à la dissuasion et à la défense du sanctuaire national. C'est un instrument de la puissance et de l'expression de la souveraineté. Pierre Lallonde écrit dans son livre *La Paix Nucléaire* : » La dissuasion nucléaire française a pour objet de dissuader toute menace contre nos intérêts vitaux, et ce, quelles qu'en soient la forme et la provenance. Nous avons récemment donné la garantie de non emploi aux Etats non nucléaires parties au traité de non- prolifération (TNP), mais nous l'avons fait en rappelant les limites de cet engagement pour préserver notre capacité de défendre, si nécessaire, nos intérêts vitaux. Nous reconnaissons à l'arme nucléaire un caractère très spécifique: c'est une arme apocalyptique, ce qui lui confère une valeur politique singulière. Elle seule est de nature à prévenir la guerre générale et donne à la dissuasion sa valeur absolue. C'est le président de la République, et lui seul, qui est juge de la délimitation des intérêts vitaux, couverts par la dissuasion nucléaire »

Pour les américains, c'est une arme offensive de représailles; le Secrétaire d'Etat Foster Dulles ne déclarait-il pas en 1954: "il n'existe pas de défenses terrestres qui puissent seules contenir les puissantes forces terrestres du monde communiste. Nos défenses doivent donc être renforcées par la dissuasion que constitue pour l'agresseur notre faculté d'exercer contre lui des représailles massives et instantanées" ?

Pour l'ex U.R.S.S., et la Russie aujourd'hui, l'arme atomique n'a pas de doctrine d'emploi particulier, elle est comme les autres armes conventionnelles, mais elle favorise une politique d'équilibre des puissances.

Avec l'arme nucléaire, la Chine et la Grande-Bretagne ont leur place parmi les cinq membres permanents du conseil de sécurité.

L'Inde et le Pakistan, pays frontaliers, autres détenteurs non officiels de l'arme atomique en font un objet de dissuasion; le premier pour parer à une menace chinoise mais aussi pour réclamer une place parmi les grandes puissances au conseil de sécurité, le deuxième emploie l'arme atomique comme moyen de dissuasion contre l'Inde.

L'arme atomique est une arme de dissuasion qui consiste à convaincre un adversaire qu'une agression de sa part aurait pour lui de graves conséquences, raison pour lui de renoncer à son agression.

Cette arme terrorisante, d'une très grande puissance d'anéantissement, fait peur à tout le monde. Elle dicte sa loi à la politique. La guerre nucléaire est le prolongement de la guerre totale préconisée par Clausewitz et ses disciples puisqu'elle mène à l'extermination des populations. Même une guerre nucléaire limitée, aurait de lourdes conséquences. C'est

pourquoi la stratégie nucléaire donne lieu à un état de non-guerre, et le général Poirier précise dans son ouvrage, ci-dessus mentionné, que " l'irrationnel engendre le rationnel: les menaces réciproques, signifiées par la seule existence de la bombe, agissent en interdisant le passage à l'acte".

Ce qui amène les grandes puissances détentrices de l'arme atomique, à éviter une guerre nucléaire directe entre elles ainsi que des situations conflictuelles graves dans le monde. Des traités ont été signés pour la non-prolifération et aussi pour avoir des zones de non-nucléarisation. Avant la chute du mur de Berlin, les Etats-Unis et l'ex-URRS n'avaient cessé d'entretenir un dialogue dont l'enjeu était, si ce n'est l'arrêt de la course aux armements, du moins le maintien d'une parité des forces permettant de préserver la stabilité de l'équilibre. La fin de la guerre froide s'est accompagnée d'un tournant dans les négociations nucléaires bilatérales, avec la signature du traité START1 en juillet 1991, puis START2 en janvier 1993. Ainsi, on s'achemine vers les années 2003 à la réduction de 70% des arsenaux existants dans le monde en 1980.

Dans le cadre des négociations multilatérales, l'étape essentielle du traité de non-prolifération entré en vigueur et signé par la France en 1992 et par 178 autres pays en 1998, limite à cinq pays, les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité, le statut de puissance nucléaire et établit les règles du régime global de non-prolifération. Les négociations pour l'interdiction des essais sont en cours.

Par ailleurs, les cinq puissances nucléaires ont conjointement renouvelé les assurances de sécurité qu'elles octroient aux Etats non nucléaires par lesquelles elles s'engagent à ne pas utiliser leurs armes nucléaires contre ces Etats et à saisir le Conseil de Sécurité pour qu'une assistance internationale soit immédiatement apportée si un tel Etat était victime d'une agression.

La stratégie nucléaire est par excellence l'aboutissement de la guerre totale définie par Clausewitz, en ce sens qu'elle nécessite la mobilisation d'énormes moyens et ne peut être déclenchée sans l'aval de la communauté nationale. Clémenceau a dû mobiliser les moyens et des hommes pour la victoire lors de la guerre 14-18; toutefois, le but politique n'était pas l'anéantissement du peuple allemand mais la libération des territoires français occupés. L'ONU et les grandes puissances aujourd'hui la « stratégie de gestion de crise » dans le cadre des conflits régionaux généralement limités et sont obligées de mobiliser l'opinion nationale et internationale avant tout engagement des forces.

La problématique de suprématie civile ou militaire à l'ère nucléaire ne se pose donc plus. Toutes les démocraties modernes reconnaissent la primauté du politique sur le militaire dans la conduite de la guerre. De Gaulle disait: "le politique conduit la guerre et les chefs militaires les batailles". Dans le domaine de l'emploi de la bombe nucléaire, la stratégie relève de la politique. Le général Poirier affirme dans son ouvrage : "on peut (...) affirmer que l'ère atomique renforce la théorie de l'action individuelle, si limitée soit-elle par les forces profondes. Tout homme change sans cesse sa propre histoire. Les hommes importants la changent collectivement". Il souligne entre autres le rôle privilégié de l'homme dans l'élaboration de la stratégie, de ce fait il cite De Gaulle: "l'armement atomique, pour ceux qui ont à le commander, est à la fois une réalité terrible et une perplexité perpétuelle; mais s'il faut prendre la responsabilité, eh bien, messieurs, sachez bien que cette responsabilité, je la prendrai". Le président Pompidou parlera de "la solitude effroyable du chef de l'Etat".

Dans le conflit qui opposa le président américain Eisenhower au général Mac Arthur sur la question de l'utilisation de la bombe atomique en Corée du Nord, le président eut le dernier mot. Ce fut la victoire de l'autorité politique, chef constitutionnel de l'armée. C'est celui qui possède l'information, la largeur de vue, le détachement et le pouvoir nécessaire à la bonne conduite de la guerre, c'est lui qui donne le feu vert pour l'utilisation de l'arme atomique.

L'exception est faite du Pakistan dont la clé de l'arme nucléaire est détenue par les militaires, et ceci à cause de l'instabilité politique du pays.

L'arme nucléaire intéresse au premier chef les grandes puissances et instances internationales. Elle crée une situation de non-guerre directe entre ces puissances de par les conséquences apocalyptiques de son emploi. Pendant la période de la guerre froide, le concept de la dissuasion était mis en relief à cause des menaces soviétiques. Avec la chute du mur de Berlin, l'emploi de l'arme atomique devient incertain. Mais les armes conventionnelles restent plus adaptées à la gestion des conflits régionaux généralement limités.

Le monde d'aujourd'hui est caractérisé par une paix relative entre les grandes puissances, mais aussi par une multiplication des conflits dans les pays du Sud et plus particulièrement en Afrique. L'ONU et les grandes puissances s'emploient plus ou moins bien à gérer ces conflits dont les origines sont diverses. Cependant, la gestion des crises n'est ni l'apanage exclusif du militaire, ni du civil. L'exemple récent de la dernière crise Irak-Etats-Unis a mis en relief l'action conjuguée des forces militaires déployées prêtes à intervenir et de la diplomatie qui a abouti à la paix. Grâce aux progrès techniques réalisés dans le domaine des transmissions, des liaisons et de l'audio-visuel, le chef politique peut suivre directement l'action sur les champs de bataille et donner des instructions si c'est nécessaire.

Le rôle prépondérant du politique dans la décision de l'emploi de la bombe atomique, son rôle dans la gestion des crises de cette fin de siècle influencée par les médias et l'opinion nationale ou internationale, domaines qui ne peuvent être bien maîtrisés que par les civils, montre parfaitement que la maxime de Georges Clemenceau reste d'actualité.

Enfin la grande leçon stratégique à tirer aussi du propos de Clemenceau est que dans la conduite d'une guerre, il faut des chefs militaires et politiques décidés. En cas de dissension, chercher toujours un compromis. En tout état de cause, le couple politique-militaire doit être uni. Le respect mutuel est de règle. Le travail est réparti et chacun doit jouer à fond son rôle sans état d'âme en privilégiant l'intérêt supérieur du pays. Le politique a la primauté de décision sur le militaire mais il ne remplace pas le militaire. C'est dans la coopération qu'on a la victoire car sinon, on court au désastre.

### **Bibliographie:**

- *Les maîtres de la stratégie* d'Edward Mead Earle

- *L'art de la guerre* de Sun Tzu

- *Les Armes et la Toge*

Mélanges offerts à André Martel préparés sous la direction de Jean-Charles Jauffert.

- *L'arme nucléaire française: pourquoi et comment* de Marcel Duval et Yves Le Baux - XIV ème vol. De la collection Kronos.

- *Stratégie théorique II* de Lucien Poirier Mars 1987

Bibliothèque stratégique dirigée par Lucien Poirier et Hervé Coutau-Begarie.

- *La paix nucléaire* de Pierre Lellouche. Edition 1994.